

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 9 (2002)
Heft: 3

Rubrik: Call for papers = Appel à contribution

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CALL FOR PAPERS APPEL A CONTRIBUTION

TEMPS DU TRAVAIL – TEMPS DES LOISIRS. PRATIQUES ET USAGES DU TEMPS LIBRE, 14^E–20^E SIÈCLES

Journée 2003 de la Société suisse d'histoire économique et sociale

Les expériences de non-travail et de loisirs n'étaient pas étrangères aux populations actives des temps anciens, par exemple au bas Moyen-Age, chez les artisans, les compagnons, les journaliers. Bien que les termes désignant ces pratiques n'apparaissent que tardivement, elles n'étaient pas méconnues dans la vie quotidienne. La définition qui, sur le plan normatif, est la plus courante assimile la journée de travail au temps s'écoulant du lever du soleil au crépuscule. Elle n'empêchait pas, à la fin du Moyen-Age, l'existence d'innombrables conflits sur la durée effective du temps de travail. La journée de 8 heures est par exemple déjà en vigueur en 1372, dans les exploitations minières du Breisgau. Des conflits sur les «heures supplémentaires» se rencontrent à Florence dès le milieu du 14^e siècle. Dans les pays germaniques, «Frie Zit» sera qualifié de temps libre en 1469 pour le dissocier du temps de travail. C'est dans ce sens qu'il est connu aujourd'hui.

Typique, plus courant, mais aussi plus ancien, le même antagonisme oppose le travail à l'oisiveté. Autour de la «fainéantise», de fréquents conflits ont opposé des compagnons à leurs maîtres. La pratique du «lundi bleu» commence à la fin du Moyen-Age alors que les termes «grèves», «sciopero» datent également de cette époque pour qualifier le refus d'effectuer un travail. La semaine de 5 jours devient une réalité avec l'interdiction du travail les dimanches et les nombreuses fêtes religieuses. Mais les périodes de temps de travail et de temps libre étaient encore conçues collectivement.

Le temps de non travail était consacré par les maîtres artisans et les compagnons au sport et au jeu, à un bain très apprécié et à la convivialité des tavernes et des auberges. Pourtant, l'oisiveté du paysan, de l'artisan, du compagnon, de la servante, de l'ouvrière de l'industrie textile et l'oisiveté du noble étaient ainsi totalement distinguées.

«L'individualisation du partage du temps» et le fait, pour l'individu, de disposer de son «propre temps» ont été reprises sous l'Époque Moderne. Cette époque assignait cependant une dimension supplémentaire. À travers «la disciplinarisation sociale» issue de la manufacture et de la fabrique, de nouveaux rythmes de travail se sont imposés. Cette «économie du temps», assimilée à une «perte de maîtrise du temps» a été présentée comme la condition du passage de la société agraire à la société industrielle. Mais la mesure du temps, ainsi que sa perception, s'étaient déjà modifiées de façon décisive vers la fin du Moyen Âge. Le partage du temps fut, pour la première fois, concevable grâce à la possibilité de mesurer le temps de façon plus précise avec la diffusion des horloges mécaniques qui apparaissent au 14^e siècle. Les cloches appelaient au travail, invitaient à la pause et mettaient aussi fin à la journée.

À la fois privilège et récompense d'une naissance noble, la disponibilité face au temps restait cependant la marque d'une supériorité personnelle dans les sociétés préindustrielles. Une des préoccupations était alors d'éviter l'ennui. Prévenant ce danger, tout un discours politique, social et religieux et médical s'était attelé dès le 16^e siècle à décrire les récréations «profitables» et les passe-temps «honorables».

Les bouleversements issus de la révolution industrielle apportèrent de nouvelles divisions dans l'utilisation du temps. Les sociétés industrielles acceptèrent que, pour la première fois, temps de travail et temps de loisir devaient être perçus, dans le quotidien, comme totalement séparés. Ce modèle de généralisation sociale s'est orienté vers des trajectoires qui favorisaient la main-d'œuvre indépendante et masculine.

Cette vision unilatérale marque encore aujourd'hui les perspectives des recherches historiques sur le temps libre. En conséquence, les sociétés occidentales se voient confrontées depuis le 19^e siècle à la question de savoir comment remplir le temps libre et comment créer des loisirs enrichissants. Elles sont aussi confrontées à celle de savoir comment concilier ces loisirs avec des comportements et des statuts socialement acceptables alors même que le temps libre disponible semblait devenir accessible à des couches toujours plus larges de la population. Dans le même temps, apparaissaient de nouvelles pratiques pour organiser ce temps, le remplir et qui agirent profondément dans la construction des identités individuelles et collectives.

La méfiance envers l'oisiveté et, en corollaire, l'apologie du travail commencèrent à s'éroder. S'esquissèrent ainsi de nouveaux discours et de nouvelles stratégies qui légitimèrent et conduisirent à la «conquête du temps libre».

D'un côté, le temps libre a été conçu comme réparateur des fatigues du corps, 178 ■ grâce aux moments de repos ou aux activités sportives. De l'autre, il a égale-

ment été compris comme générateur d'enrichissement personnel, grâce à la participation à des activités culturelles ou de formation.

La Société suisse d'histoire économique et sociale consacra sa journée 2003 à ce champ de recherche. Elle entend tester ces interrogations et les compléter en utilisant le cas spécifique de la Suisse, terre de plurilinguisme et de multiples ancrages culturels. La journée mettra au centre de ses préoccupations les relations entre les périodes de travail et de non travail. Elle propose de rendre compte des pratiques, des expériences, des perceptions et des discours les attestant et d'inventorier de nouvelles sources permettant de les aborder. Le terme «travail» ne doit pas simplement être compris comme une activité particulière, mais aussi comme un système social de production et de reproduction impliquant de multiples divisions du travail, entre hommes et femmes, entre générations (parents-enfants, personnes âgées-jeunes), entre catégories sociales, entre origines différentes etc.

Nous proposons de développer particulièrement les thématiques suivantes:

1. LES RELATIONS ENTRE TRAVAIL ET NON-TRAVAIL

Quelles relations existent entre les périodes de temps de travail et de temps libre? Quelles en sont les éléments significatifs? Comment peut-on exprimer de telles relations? Par quoi sont-elles représentées? Où se situent les conflits: à la maison, sur le lieu de travail, dans l'espace public? Sont-elles liées à des catégories sociales (genres, classes sociales), à des professions, à des époques? Comment l'augmentation du temps libre est-elle utilisée? Qui peut l'utiliser? A qui sert-elle?

2. LES PROCESSUS D'APPRENTISSAGE

Pour les individus et les groupes sociaux, il s'agissait de relier les contraintes de travail aux besoins en pause, en repos, en récupération, etc. En relation avec le travail et le loisir, quelles formes d'activités pouvaient être acquises au Moyen Age et dans les époques modernes? Dans quels domaines ces nouvelles exigences étaient-elles perceptibles au 19^e siècle? Que montre la comparaison avec la période pré-industrielle? Comment se développe la commercialisation des plaisirs et du temps libre en relation avec les changements dans les conditions de travail?

Quelles pratiques sont issues de la réduction du temps de travail? Quelles significations sociales et culturelles apportent-elles?

Comment et par qui le discours social sur le travail et le temps libre se modifie-t-il? Quelles différences entre les pratiques des hommes et des femmes, des personnes mariées et des célibataires? Leur nature s'explique-t-

elle par effet d'imitation, de pression, d'anticipation de reconnaissance? Que signifient de tels processus d'apprentissage dans la formation de la société bourgeoise?

3. LE TERRITOIRE DES PRATIQUES: LIMITES ET DÉPASSEMENTS

Les rapports entre «travail» et «non-travail» sont étroitement reliés aux expériences quotidiennes et à celles qui sortent de l'ordinaire. Les différences entre ces sphères posent la question des limites à fixer et à respecter, mais aussi celle des limites à transgresser.

Comment ces limites sont-elles fixées dans les pratiques individuelles et collectives? Comment ce qui sort du quotidien est-il construit et vécu? Quels espaces sont investis pour cela?

Quel rôle joue, à cet égard, l'expérience de son propre corps (effort, désinhibition, expérience collective, devoir, etc.) et les changements de conscience?

Le cercle de personnes associées change-t-il selon les pratiques exercées ou se superpose-t-il? L'augmentation du temps libre n'est-elle pas utilisée à toute autre chose, par exemple à l'exercice d'un travail supplémentaire?

Quelle signification faut-il donner au départ en voyage? Quelles modifications ces départs entraînaient-ils dans la perception des espaces géographiques et sociaux investis selon qu'ils sortaient de l'ordinaire ou non (métropole, plage, parc de loisir, montagnes, etc.)?

4. LES ACTEURS

Quels sont les acteurs engagés dans la question du temps libre et des loisirs? Activent-ils un cloisonnement des genres, social, générationnel, professionnel selon les terrains d'activités, les pratiques exercées, les disponibilités (financières) accordées?

La définition des discours sur le temps libre et l'élaboration des conceptions sur les usages, qu'elles proviennent de l'Etat, de l'Eglise, des syndicats, des entreprises délimitent-elles leur nature, déterminent-elles leur intensité?

Existe-t-il en Suisse une véritable politique du temps libre? Quelle attitude l'Etat a-t-il eue, notamment lors de l'essor, dans les années 1930, des modèles totalitaires de temps libre?

5. LES IDENTITÉS ET LES REPRÉSENTATIONS

Tous les processus qui ont été jusqu'à maintenant évoqués sont forcément liés à la question de la constitution des identités et des représentations de l'individu et des groupes sociaux.

Quels rapports existent-ils, en ce qui concerne l'identité, entre le domaine du travail et celui du temps libre et des loisirs? Y a-t-il des glissements? Pour quels

groupes sociaux de tels glissements jouent-ils un rôle? Pour lesquels cela ne joue aucun rôle?

DATES

La journée annuelle aura lieu le 16 mai 2003. Les personnes qui désirent présenter une communication (20 minutes) sont priées d'envoyer une esquisse d'une ou deux pages jusqu'au 31 octobre 2002 à l'une des adresses ci-dessous.

Les contributions seront publiées dans le volume annuel de la Société (articles de 40'000 signes au maximum, sans les notes, graphiques et illustrations). Délai d'envoi des textes: 31 août 2003.

RESPONSABLES

Moyen-Age et époque moderne:

- Hans-Jörg Gilomen, Historisches Seminar der Universität Zürich,
Karl Schmid-Str. 4, 8006 Zürich,
Tel. 01 634 38 66/58; Fax 01 634 49 13; gilomen@hist.unizh.ch

Epoque contemporaine:

- Béatrice Schumacher, Lothringerstr. 91, 4056 Basel,
Tél. 061 321 80 90; bschumacher@fazitbasel.ch
- Laurent Tissot, Université de Neuchâtel, Institut d'histoire,
Esp. Louis-Agassiz 1, 2000 Neuchâtel,
Tél. 032 718 1776; Fax 032 718 1701; Laurent.Tissot@unine.ch

ARBEITSZEIT – FREIZEIT. PRAKTIKEN UND GEBRAUCHSWEISEN VON «FREIER ZEIT», 14.–20. JAHRHUNDERT

Erfahrungen von Nichtarbeit und Vergnügen waren der produktiv tätigen Bevölkerung früherer Jahrhunderte, etwa den Handwerkern, Gesellen, Tagelöhnern, im Spätmittelalter nicht fremd. Obwohl das Wort «Freizeit» erst seit etwa 1920 belegt ist, war die damit bezeichnete Sache nicht unbekannt. Die häufig normativ eingeschränkte Bestimmung, der Arbeitstag umfasse die Zeit von Sonnenaufgang bis zur Abenddämmerung, verhinderte zahllose Auseinandersetzungen über die tatsächliche Dauer der Arbeitszeit im Spätmittelalter nicht. Der 8-Stunden-Tag ist zum Beispiel im Breisgauer Bergbau schon 1372 belegt; Auseinandersetzungen um «Überstunden» begegnen in Florenz um die Mitte des 14. Jahrhunderts. «Frie Zit» wird die Freizeit im Gegensatz zur Arbeitszeit – ■ 181

so weit bisher bekannt – erst um 1469 genannt. Geläufiger und älter war der dasselbe bezeichnende Gegensatz zwischen Arbeit und Müssiggang. Um das «müßig Gehen» der Gesellen etwa wurden häufig Konflikte mit den Meistern ausgetragen. Das «Blaumachen» beginnt im Spätmittelalter. Die 5-Tage-Woche war durch das Arbeitsverbot an Sonntagen und an den vielen kirchlichen Feiertagen Realität. Aber Arbeitszeit und Freizeit waren weniger individuell bestimmt. Die Nichtarbeitszeit wurde insbesondere von Handwerksmeistern und Gesellen zu Sport und Spiel, zum beliebten Bad und zu Geselligkeit in Zunftstuben und Gasthäusern genutzt. Der Müssiggang des Bauern, Handwerkers und insbesondere des Gesellen, der Magd, der Textilarbeiterin sowie derjenige des Adligen waren dennoch völlig verschieden.

Die «Individualisierung der Zeiteinteilung», die individuelle Verfügung über «Eigenzeit» (Helga Nowotny), ist mit der Moderne in enge Verbindung gebracht worden, ebenso die «Ökonomie der Zeit», der «Verlust individueller Zeitverfügung», die durch «Sozialdisziplinierung» im Rahmen von Manufaktur und Fabrik durchgesetzten neuen Arbeitsrhythmen, die in der neueren Literatur als Voraussetzung zum Übergang von der Agrar- zur Industriegesellschaft dargestellt wurden. Zeitmessung und damit auch Zeitwahrnehmung veränderten sich aber bereits im Spätmittelalter entscheidend. Durch das exakte Messen der Zeit mit den im 14. Jahrhundert verbreiteten mechanischen Uhren wurde erstmals die Teilung von Zeit möglich. Glocken riefen zur Arbeit, unterbrachen sie zu Pausen und beendeten sie.

Als Privileg und Auszeichnung vornehmer Herkunft war das eigenmächtige *Verfügen über Zeit* in vorindustriellen Gesellschaften Kennzeichen persönlicher Überlegenheit. Eine der Sorgen war es daher, Langeweile zu vermeiden. Um dieser Gefahr zu begegnen, entspann sich seit dem 16. Jahrhundert ein politischer, gesellschaftlicher, religiöser und medizinischer Diskurs, der die «gewinnbringenden» Erholungsformen und die «ehrenwerten» Zeitvertreibe beschrieb.

Nach einer gängigen Lehrmeinung brachten erst die Umwälzungen der industriellen Revolution neue Teilungen der gesellschaftlichen Zeitznutzung. Für industrialisierte Gesellschaften wird angenommen, dass hier erstmals (und zunehmend als Norm) Arbeitszeit von Freizeit getrennt erfahren worden sei. Dieses Modell der Verallgemeinerung einer gesellschaftlichen Entwicklung orientiert sich an einer für männliche und unselbstständig Erwerbstätige vorgesehenen normativen Biografie. Diese einseitige Sicht prägt die Perspektiven historischer Freizeitforschung noch immer. Demnach sehen sich westliche Gesellschaften seit dem 19. Jahrhundert mit der Frage konfrontiert, wie freie Zeit zu auszufüllen sei, wie bereichernde Vergnügungen zu schaffen seien, aber auch mit der

einbaren seien. Frei verfügbare Zeit schien immer breiteren Schichten der Bevölkerung zugänglich zu werden. Zugleich tauchten neue Praktiken auf, diese Zeit zu gestalten, die auch in die Formung individueller und kollektiver Identitäten eingriffen.

Das Misstrauen gegenüber dem Müssiggang und die dagegen gehaltene Apologie der Arbeit schwanden; darüber legten sich neue Strategien, neue Diskurse, welche die «Eroberung freier Zeit» zugleich legitimierten und anleiteten: Freizeit wurde einerseits verstanden als Wiederherstellerin des ermüdeten Körpers, sei es durch Ruhepausen oder sportliche Aktivität, andererseits als eine Zeit für sich selbst, welche die Entwicklung der Persönlichkeit und des Individuums ermöglichen sollte, etwa durch Teilhabe an kulturellen Aktivitäten und an Bildung.

Die Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte will mit ihrer Jahrestagung 2003 an die internationale Forschungsagenda auf diesem Feld anknüpfen, ihre Fragestellungen überprüfen, revidieren und vervollständigen und dabei die in der Schweiz präsenste Mehrsprachigkeit und die unterschiedlichen kulturellen Verankerungen nutzen.

Die Tagung interessiert sich zentral für das Beziehungsfeld «Arbeit – Nichtarbeit» und schlägt vor, dies anhand von Praktiken, Erfahrungen, Wahrnehmungen und Diskursen zu thematisieren und neue Quellen zu erschliessen. «Arbeit» ist dabei nicht als «Erwerbsarbeit» zu verstehen, sondern als gesellschaftliches System, das Produktion und Reproduktion umfasst und vielfältige Arbeitsteilungen zwischen Frauen und Männern, Alten und Jungen, Erwachsenen und Kindern kennt.

Als zentrale Aspekte möchten wir folgende Fragestellungen favorisieren:

1. BEZIEHUNGEN ZWISCHEN ARBEIT/PFLICHT UND NICHTARBEIT/FREIZEIT/VERGNÜGEN

Welche Beziehungen bestehen zwischen «Arbeitszeit» und «Freizeit»? Welche Momente wirken definierend? Wie werden solche Zusammenhänge zum Ausdruck gebracht, wodurch werden sie repräsentiert, wo ergeben sich Konflikte – zu Hause, am Arbeitsplatz, im öffentlichen Raum? Sind sie an soziale Kategorien (Geschlecht, Schicht), Berufe, Epochen gebunden? Wie wird zunehmende Freizeit genutzt, wer kann sie nutzen und wem nützt sie?

2. LERNPROZESSE

Für Individuen oder gesellschaftliche Gruppen galt es, die Erfordernisse der Arbeit mit den Bedürfnissen nach Pausen, Teilhabe an Vergnügen, Erholung usw. zu vereinbaren.

Welche unterschiedlichen Formen, mit Arbeit und Vergnügen umzugehen, waren im Mittelalter und in der Frühen Neuzeit zu «erlernen»? In welchen Bereichen werden die neuen Erfordernisse im Vereinbaren von «Arbeit» und «freier Zeit» seit dem 19. Jahrhundert fassbar? Was zeigt der Vergleich zur vorindustriellen Zeit? Wie verhalten sich wachsendes (kommerzialisierendes) Vergnügen und «freie» Zeit zu der Veränderung von Arbeitsbedingungen? Welche Praktiken ergaben sich aus der Reduktion der Erwerbsarbeitszeit? Welche sozialen und kulturellen Deutungen erfuhr diese? Wie und durch welche Akteure verändert sich der gesellschaftliche Diskurs über Arbeit und Freizeit? Welche Unterschiede ergaben sich zwischen der Praxis von Männern und Frauen, Verheirateten und Ledigen usw.? Welche Relevanz kommt den zeitgenössisch und in der Forschung verwendeten Deutungsmustern der Imitation, des Drucks, der Vorwegnahme oder der Dankbarkeit zu? Was bedeuten solche Lernprozesse für die Formierung der bürgerlichen Gesellschaft?

3. GRENZEN ZIEHEN – GRENZEN ÜBERSCHREITEN

Das Beziehungsfeld «Arbeit – Nichtarbeit» ist eng verbunden mit jenem zwischen «alltäglichem» und «ausseralltäglichem» Erleben. Unterscheidungen zwischen verschiedenen Sphären treffen heisst Grenzen ziehen, aber auch Grenzen überschreiten.

Wie werden in individuellen oder kollektiven Praktiken die Grenzen zum «Alltäglichen» gezogen, wie wird «Ausseralltägliches» erlebt oder hergestellt? Welche Räume werden dafür verwendet?

Welche Rolle spielten dabei die Erfahrung des eigenen Körpers (Anstrengung, Enthemmung, Erfahrung der Masse, Pflege) und die Veränderung des Bewusstseins? Unterscheidet sich der Personenkreis, in dem die Freizeit verbracht wird von demjenigen der Arbeitszeit oder überschneidet er sich damit? Wird zunehmende Freizeit nicht durch das ganz Andere genutzt, sondern durch «freiwillige» Arbeit in grösserer Selbstbestimmung?

Welche Bedeutung kommt dem Verreisen zu? Welche Unterschiede ergeben sich zwischen verdichteten und peripheren gesellschaftlichen und geografischen Räumen als Orten des Ausseralltäglichen (wie der Grossstadt, dem Strand, dem Vergnügungspark, den Bergen etc.)?

4. AKTEURE

Welche Akteure engagieren sich in der Funktion von Organisatoren, Experten usw. in Freizeitfragen? Befördern sie gesellschaftliche Teilungen nach Schicht, Geschlecht, Generation, Beruf entsprechend unterschiedlichen Tätigkeitsbereichen, ausgeübten Praktiken oder entsprechend den zur Verfügung stehenden (finanziellen) Mitteln? Welche Vorstellungen von Arbeit werden transportiert?

Welchen Einfluss haben Diskurse über freie Zeit und Konzeptionen über deren Gebrauch, die von Staat, Kirche, Gewerkschaften, Unternehmungen usw. verbreitet werden? Gibt es in der Schweiz eine staatliche Freizeitpolitik? Welche Haltung nimmt der (demokratische) Staat ein, insbesondere in den Zeiten der dominierenden totalitären Modelle in den 1930er-Jahren?

5. IDENTITÄT, REPRÄSENTATION

Die zur Diskussion stehenden Prozesse sind tief greifend mit Fragen der Identitätsbildung, des Selbstverständnisses und der Repräsentation der Individuen und gesellschaftlicher Gruppen verbunden.

Welches Verhältnis besteht in Bezug auf Identitätsbildung zwischen dem Bereich der Arbeit und jenem von Freizeit und Vergnügen? Gibt es Verschiebungen? Für welche gesellschaftlichen Gruppen spielen solche Verschiebungen eine Rolle, für welche bleiben sie ohne Relevanz? Wie finden sie Eingang in die Selbstdarstellung?

DATEN

Die kommende Jahrestagung wird am 16. Mai 2003 stattfinden. Wer ein Referat (20 Minuten) halten möchte, ist gebeten, bis zum *31. Oktober 2002* eine Themenskizze (1–2 Seiten) an eine der unten stehenden Adressen zu schicken.

Die Beiträge werden im Jahrbuch unserer Gesellschaft publiziert (Artikel von maximal 40'000 Zeichen, ohne Grafiken und Illustrationen). Redaktionsschluss für die Beiträge ist der 31. August 2003.

VERANTWORTLICHE

Neuzeit:

- Beatrice Schumacher, Lothringerstr. 91, 4056 Basel,
Tel. 061 321 80 90; bschumacher@fazitbasel.ch
- Laurent Tissot, Université de Neuchâtel, Institut d'histoire,
Esp. Louis-Agassiz 1, 2000 Neuchâtel,
Tél. 032 718 1776, Fax 032 718 1701; Laurent.Tissot@unine.ch

Spätmittelalter und Frühneuzeit:

- Hans-Jörg Gilomen, Historisches Seminar der Universität Zürich,
Karl Schmid-Str. 4, 8006 Zürich,
Tel. 01 634 38 66-58, Fax 01 634 49 13; gilomen@hist.unizh.ch

HISTOIRE DU DROIT / DROIT DE L'HISTOIRE

traverse, Zeitschrift für Geschichte. Revue d'histoire

Date de parution prévue: printemps 2004

Depuis quelques années, on assiste à un rapprochement entre le Droit et les autres sciences sociales. En Suisse, toutefois, le dialogue n'est encore que balbutiements. Ce numéro de *Traverse* vise à favoriser les échanges entre les juristes d'une part et les chercheurs-chercheuses en sciences sociales (historien-ne-s, mais également économistes, sociologues, politologues, etc.) d'autre part.

PARTIE I: HISTOIRE DU DROIT

Trois thèmes seront privilégiés: l'histoire des pratiques juridiques, des professions judiciaires et de l'histoire de la pensée juridique. A titre d'exemple, les sujets suivants pourraient être traités:

1. *Histoire des pratiques juridiques*

- Les pratiques juridiques comme miroir de leur époque

2. *Histoire des professions judiciaires*

- Histoire des avocats, des magistrats, des médecins légistes
- Histoire de l'enseignement du droit

3. *Histoire de la pensée juridique*

- Influences étrangères sur le droit national

PARTIE II: LE DROIT DE L'HISTOIRE. RELATIONS ENTRE DEMARCHE JURIDIQUE ET RECHERCHE HISTORIQUE

Les relations entre analyse juridique et recherche historique sont un thème d'une grande actualité, ainsi que l'ont mis en évidence les différentes commissions d'experts mises en place dans un certain nombre de pays européens et extra européens pour faire la lumière sur les événements liés à la Seconde Guerre mondiale.

Les articles pourraient s'interroger sur les différences entre expertise historique et expertise juridique ou encore sur les notions de vérité historique et de justice. Ils pourraient également tenter de confronter les techniques de travail (méthodologie; analyse des sources, etc.) propres aux juristes et aux autres chercheurs-chercheuses en sciences sociales.

Les contributions doivent contenir au maximum 30'000 signes typographiques (les notes inclus) et sont à remettre jusqu'au 31 juillet 2003. Nous souhaitons également une contribution d'environ 8 pages qui traite du sujet par l'image.

RESPONSABLES DE CE NUMERO THEMATIQUE

Thomas David, Christoph Guggenbühl, Ariane Morin, Thomas Ch. Müller

DATES, ADRESSES

Les esquisses pour les contributions (max. une page DIN-A4, si possible par e-mail, attachement et en format rtf) doivent être envoyées d'ici au 1er février 2003 à:

- Thomas Ch. Müller, Scheuchzerstrasse 198, CH-8057 Zürich;
tmueller@hist.unizh.ch
- Thomas David, Institut d'Histoire Economique et Sociale, Faculté des SSP,
BFSH-2, Université de Lausanne, CH-1015 Dorigny;
Thomas.David@ihes.unil.ch

GESCHICHTE UND RECHT / RECHT UND GESCHICHTE

traverse. Zeitschrift für Geschichte. Revue d'histoire

Voraussichtliches Erscheinungsdatum: Frühjahr 2004

Zwischen den Rechtswissenschaften und anderen Sozialwissenschaften fand in den vergangenen Jahren eine Annäherung statt. In der Schweiz befindet sich dieser Dialog indessen noch in den allerersten Anfängen. Das geplante Schwerpunktheft von *traverse* will den Austausch zwischen den Rechtswissenschaften auf der einen und den VertreterInnen der Sozialwissenschaften (Geschichte, Volkswirtschaftslehre, Soziologie, Politologie usw.) auf der anderen Seite fördern.

TEIL I: GESCHICHTE DES RECHTSWESENS

In diesem Teil stehen drei Themenbereiche im Zentrum:

1. *Geschichte der Rechtsprechung und der Rechtspflege*
 - Unterschiedliche Rechtspflegepraktiken als Abbild historischer Epochen
2. *Geschichte der Rechtsberufe*
 - Geschichte der Anwälte, der Justiz- und Verwaltungsbeamten und der Gerichtsmediziner
 - Geschichte der rechtswissenschaftlichen Lehre
3. *Geschichte des Rechtsdenkens*
 - Ausländische Einflüsse auf nationales Recht

TEIL II: DER RECHTSANSPRUCH DER GESCHICHTE. ZUM VERHÄLTNIS ZWISCHEN RECHTSWISSENSCHAFTLICHER UND HISTORISCHER WISSENSCHAFT

In der jüngsten Vergangenheit waren/sind die Verbindungen zwischen juristischer Analyse und historischer Wissenschaft genauso aktuell wie brisant. Dies zeigen unter anderem die verschiedenen Expertenkommissionen, die sich in zahlreichen europäischen und aussereuropäischen Staaten mit der Aufarbeitung der Ereignisse im Umfeld des Zweiten Weltkriegs befassen. Folgende Fragestellungen bieten sich hier an:

- *Stichwort wissenschaftlicher Zugang*: Welche Unterschiede ergeben sich zwischen einer historischen und einer juristischen Untersuchung, zwischen historischer und rechtswissenschaftlicher Wahrheitsfindung?
- *Stichwort Wahrheitsbegriff*: Wo liegen die Unterschiede zwischen historischer und juristischer Wahrheit? Welches Verständnis liegt der jeweiligen Disziplin zu Grunde?
- *Stichwort wissenschaftliche Methode*: Inwiefern lassen sich historische und sozialwissenschaftliche mit rechtswissenschaftlichen Arbeitstechniken (Methode, Umgang mit Quellen usw.) vergleichen?

Die Beiträge sollen max. 30'000 Zeichen (Fussnotenzeichen eingeschlossen) umfassen und sind bis zum 31. Juli 2003 einzureichen. Wir wünschen uns auch einen Beitrag von ca. 8 Seiten, der sich mit Bildern zum Thema befasst.

VERANTWORTLICH FÜR DEN HEFTSCHWERPUNKT

Thomas David, Christoph Guggenbühl, Ariane Morin, Thomas Ch. Müller

TERMINE, ADRESSEN

Senden Sie Ihren Themenvorschlag in Form eines Abstracts (maximal eine DIN-A4-Seite, wenn möglich als E-Mail-Attachment im rtf-Format) bis spätestens 1. Februar 2003 an folgende Adressen:

- Thomas Ch. Müller, Scheuchzerstrasse 198, CH-8057 Zürich;
tmueller@hist.unizh.ch
- Thomas David, Institut d'Histoire Economique et Sociale, Faculté des SSP,
BFSH-2, Université de Lausanne, CH-1015 Dorigny;
Thomas.David@ihes.unil.ch